



Pour un

# Nord

## Fort et Solidaire

L'ACTUALITÉ DU GROUPE SOCIALISTE, RADICAL ET CITOYEN  
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD

> N°35 - OCTOBRE 2020



### Edito de Didier Manier

Président du Groupe SRC

## LE NORD EN PANNE DE RELANCE !

En Séance Plénière du 28 septembre dernier, la majorité départementale a présenté le budget supplémentaire pour 2020 lié à la crise sanitaire. Plusieurs informations :

- les dépenses liées à la Covid-19 se chiffrent globalement pour le Nord à plus de 50 millions d'euros (achats de fournitures sanitaires et mesures d'accompagnement),
- les recettes des droits de mutation (issues du marché immobilier) marquent un ralentissement,
- le Revenu de Solidarité Active connaît une augmentation de 20 millions d'euros par rapport aux dépenses prévisionnelles.

Le Vice-Président aux Finances a utilisé cette présentation pour justifier les « efforts » de gestion réalisés depuis 2015 sur les recettes (augmentation des impôts) et les dépenses (baisse de tous les budgets) : des « efforts » qui, selon lui, permettent au département de faire face.

L'affirmation est totalement fausse !

**Tous les départements ont fait face à la crise sanitaire même les plus fragiles financièrement.**

**En réalité, la majorité départementale ne gère pas la crise plus efficacement et plus généreusement que les autres départements...**

Sur les primes par exemple, les montants décidés pour le secteur de l'aide à domicile dans le Nord (500 euros en moyenne par agent) sont bien inférieurs aux montants décidés par notre voisin du Pas-de-Calais (1 500 euros en moyenne par agent).

**Pour faire face à la crise, la majorité départementale de droite n'a pas proposé de plan de relance** mais un petit plan de rattrapage au regard des désengagements financiers qui ont été imposés depuis le début du mandat en 2015 !

Les aides supplémentaires aux plus fragiles ne se chiffrent qu'à + 2,8 millions d'euros sur un budget total de plus de 3 milliards...

Concernant l'investissement, le Nord peine à relancer la vapeur. Il était en 2018 le département qui investissait le moins parmi tous les départements de la grande région !

**Le temps est venu pour notre département de retrouver son rôle de bouclier social et de locomotive économique pour l'investissement public.** A période exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle !

P2

> **Rentrée scolaire : nos sujets de préoccupation face à la crise**  
Alexandra LECHNER

> **Scolarisation des élèves en situation de handicap : des moyens toujours insuffisants !**  
Françoise MARTIN

P3

> **Protection de l'enfance : où en sommes-nous des moyens supplémentaires ?**  
Isabelle MARCHYLLIE

P4-5

> **« Nord durable » : une politique qui a pris du retard face à l'urgence écologique !**  
Benoît VANDEWALLE

P5-6

> **Budget supplémentaire : le Département n'est pas à la hauteur des enjeux du moment !**  
Sébastien DUHEM

> **Retrouvez l'ensemble des interventions de nos élus sur les réseaux sociaux et notre chaîne YouTube**

AU SOMMAIRE



## > Rentrée scolaire : nos sujets de préoccupation face à la crise

**Alexandra LECHNER**

Conseillère départementale du canton de Lille 3

**A l'occasion des questions d'actualité, Alexandra LECHNER a pu remonter nos préoccupations concernant l'accueil des collégiens en période de crise sanitaire.**

Cette rentrée scolaire a été une grande source d'inquiétudes pour les parents d'élèves, les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative.

Dans beaucoup d'endroits et sur de nombreux sujets, le ministère n'avait pas pu anticiper les problèmes qui allaient se poser. Les décisions du ministre ont été la plupart du temps prises sans concertation et au dernier moment.

**Par exemple sur la question des masques** devenus obligatoires au sein des établissements scolaires. Le ministre, contrairement à nos voisins grecs ou italiens, a refusé leur prise en charge. Ce sont donc les collectivités locales qui ont dû prendre le relais et pallier le désengagement de l'Etat afin de ne pas abandonner les familles.

**Dans ce contexte alarmant de crise sani-**

**taire, économique et social, le Gouvernement ne se montre pas à la hauteur.**

Qu'en est-il des parents qui doivent assumer la garde de leurs enfants en quarantaine ? C'est malheureusement la débrouille et les parents doivent à nouveau se transformer (lorsqu'ils le peuvent) en auxiliaire d'éducation !

Concernant les outils numériques nécessaires pour suivre des cours à distance, le ministère se félicite d'avoir 2 000 ordinateurs de prêt : une goutte d'eau !

Enfin, quelles réponses pour les enfants déscolarisés qui ont décroché durant le confinement ? Nous savons qu'en Seine-Saint-Denis, ils sont 4 000 à ne pas avoir répondu à l'appel de la rentrée, contre 500 les années précédentes. Quelle est la situation dans le Nord ?

**Nous demandons au Conseil départemental du Nord de se mobiliser sur ces enjeux :**

- la prise en charge des masques : 1 masque a été attribué par collégien, y aura-t-il une autre distribution ?
- la question des sanitaires : nos équipements sont-ils en bon état et fonctionnels afin de permettre aux enfants de se laver les mains quand ils en ont besoin et quand la situation l'exige ?
- enfin, la crise sanitaire démontre la nécessité d'avoir des agents de proximité en permanence dans nos établissements scolaires pour nettoyer et désinfecter au quotidien les locaux : les ressources humaines sont-elles en nombre suffisant afin d'affronter l'année à venir ?



## > Scolarisation des élèves en situation de handicap : des moyens toujours insuffisants !

**Françoise MARTIN**

Conseillère départementale du canton de Villeneuve d'Ascq

**Françoise MARTIN est intervenue sur la question des AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap) qui assurent des missions d'aides aux élèves en situation de handicap dans les établissements scolaires publics ou privés.**

Les personnels sont toujours en nombre insuffisant. Selon la commission d'enquête parlementaire sur l'inclusion des élèves handicapés, 15 000 élèves étaient en attente d'accompagnement en octobre 2018. Et cinq mois plus tard, ce nombre restait à un niveau très élevé : 12 000.

A nouveau, nous n'avons pu que constater le manque de personnels d'accompagnement à l'occasion de cette rentrée scolaire 2020/2021. Le ministère ne répond pas aux besoins exprimés par les Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Nous demandons au Président du Conseil départemental de se mobiliser auprès du Rectorat pour que chaque enfant de notre département puisse être accompagné à l'école.

**« Nous tirons la sonnette d'alarme sur le nombre insuffisant de contrats AESH et la précarité de leur statut.**

**Pour une mission primordiale, les moyens sont dérisoires.**

**Le Département du Nord doit se mobiliser auprès de l'Education nationale ! »**



## > Protection de l'enfance : où en sommes-nous des moyens supplémentaires ?

**Isabelle MARCHYLLIE**

Conseillère départementale du canton de Coudekerque-Branche

**A l'occasion de la Séance Plénière du 28 septembre, Isabelle MARCHYLLIE a interpellé l'exécutif sur l'évolution des moyens dédiés à la politique de protection de l'enfance dans le Nord.**

Le secteur de la protection de l'enfance a été marqué par des mobilisations sans précédent au cours de ce mandat.

Il était question de la part des agents départementaux, des assistant(e)s familiaux(les) et des personnels des structures concernés de réclamer davantage de moyens humains et financiers mais également que la politique de protection de l'enfance soit davantage considérée et portée par l'exécutif départemental.

Dans ce contexte, notre groupe et le groupe communiste, républicain, citoyen et apparentés avons demandé la mise en place d'une Mission d'information et d'évaluation sur la protection de l'enfance dans le Nord.

Cette MIE a débouché en février dernier sur l'adoption d'un rapport complet comportant un diagnostic précis de la situation dans notre Département et assorti de 122 propositions.

Depuis, deux mobilisations sociales se sont

déroulées en cette rentrée de septembre et nous interpellent de nouveau sur l'état de la protection de l'enfance sur notre territoire et sur les conditions de travail des agents et ASSFAM concernés.

Le 14 septembre dernier, l'équipe enfance de l'UTPAS d'Anzin a exercé son droit de retrait au regard de la surcharge de travail et d'une situation structurelle d'épuisement professionnel.

Ce droit de retrait faisait suite à une première alerte écrite le 30 juillet 2019, à une déclaration de danger grave et imminent le 18 décembre 2019 et à de multiples interpellations auprès de l'administration et de l'exécutif au cours de l'été.

Autre mobilisation le 15 septembre dernier de la part des Assistant(e)s familiaux(les) (ASSFAM) du secteur Roubaix - Tourcoing concernant les craintes relatives aux moyens humains du service d'accueil familial (SAF). A travers cette seconde mobilisation se trouvent également des questions en matière de reconnaissance et de

charge de travail.

Deux mobilisations donc qui nous interpellent sur l'évolution réelle de la politique de protection de l'enfance dans le Nord et sur la perte de confiance entre les acteurs de la protection de l'enfance sur le terrain et l'exécutif départemental.

Nos questions sont les suivantes :

- Qu'en est-il des suites données aux demandes formulées par l'équipe enfance de l'UTPAS d'Anzin et par les ASSFAM du secteur de Roubaix – Tourcoing ?
- Plus largement, où en sommes-nous du déploiement des propositions contenues dans le rapport de la Mission d'information et d'évaluation et des moyens supplémentaires qui devaient être débloqués par le Département dans ce domaine ?



**J'aime**

- La réélection de Patrick Kanner à la présidence du Groupe Socialiste du Sénat
- Dans le Pas-de-Calais, la majorité départementale de gauche fait le choix volontariste de salarier des médecins contre les déserts médicaux



**J'aime pas**

- Dotations pédagogiques aux collèges pour 2021 : la majorité départementale refuse toujours d'abonder pas les fonds dédiés aux établissements
- Budget 2021 de l'Etat : le Gouvernement présente un plan de relance trop tardif qui ne soutient pas le pouvoir d'achat
- Logement : depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le nombre de logements neufs est passé de 500 000 à moins de 400 000 par an



## > « Nord durable » : une politique qui a pris du retard face à l'urgence écologique !

**Benoît VANDEWALLE**

Conseiller départemental du canton de Coudekerque-Branche

**Benoît VANDEWALLE est intervenu sur le rapport principal de la Séance Plénière du 28 septembre dernier : la délibération « Nord durable » qui décline actions et objectifs dans le domaine de l'environnement.**

### La crise écologique fait-elle partie des urgences actuelles ?

**BV :** A ce stade, nous sommes encore dans le temps de l'urgence sanitaire et de nombreuses questions se posent dans notre département : comment continuer d'accompagner du mieux possible nos structures sociales et médico-sociales, comment garantir la sécurité sanitaire maximale dans les établissements scolaires, dans nos services départementaux, etc.

Cependant, nous devons déjà réfléchir au pourquoi du coronavirus. La crise du coronavirus n'est pas accidentelle. Elle est une conséquence directe des déséquilibres infligés à notre environnement. La mondialisation, la concurrence libre et non faussée, la marchandisation effrénée des biens et services, la dérégulation entraînent l'épuisement des ressources naturelles, l'instabilité économique, la montée des inégalités avec, bien sûr, des effets délétères sur le plan écologique : émissions de polluants, réchauffement climatique, dumping social et environnemental...

La crise a montré les limites de notre modèle. Le temps est venu de changer. Les nouvelles générations grandissent avec l'urgence écologique. Les marches pour le climat se multiplient depuis plusieurs années. Il y a une prise de conscience des limites de notre planète. Aujourd'hui, 86 % des Français se considèrent tout à fait concernés par les crises écologiques d'après le baromètre annuel Les Français et l'Environnement. Nous devons prendre en compte cette demande et la placer au cœur de nos préoccupations.

### De quelle manière notre département est-il affecté ?

**BV :** Notre département est directement concerné par la crise écologique. Le Nord est particulièrement exposé aux pics de pollution. Nous sommes classés parmi les régions qui respirent les moins

bien en Europe avec le Rhône et l'Italie du Nord. Dans notre département, le passé industriel a laissé des traces profondes sur la qualité de l'air, de l'eau, des sols, sur la biodiversité et sur la santé. En outre, le changement climatique va avoir un impact réel sur notre région. D'après, les études, le Nord Pas-de-Calais sera la deuxième région la plus touchée sur son littoral par l'érosion après l'Aquitaine. Nous devons agir pour construire des territoires davantage résilients. Le Nord doit être au rendez-vous de la transition écologique et solidaire.

### Quel est le bilan de la majorité départementale de gauche sur ce sujet ?

**BV :** Notre collectivité ne part pas de zéro. Dès 2001, nous avons initié dans les services départementaux un Agenda 21. Nous sommes ainsi passés en 2006 à la certification Haute Qualité Environnementale pour les bâtiments départementaux. Par la suite, nous avons développé un Plan Climat Départemental. Il s'agissait déjà, à l'époque de mettre en œuvre le télétravail ou le covoiturage. Nous avons également souhaité généraliser les achats éco-responsables. Entre 2011 et 2014, nous avons enregistré une baisse de 15 % des émissions de gaz à effet de serre sur les activités des services départementaux, soit 85 000 tonnes CO<sup>2</sup> évitées sur trois ans.

### Quel est le bilan de la majorité départementale de droite depuis 2015 ?

**BV :** Malheureusement, nous partageons le sentiment que le Nord n'a pas su depuis 2015 continuer sur cette voie et accélérer le processus. A nos yeux, sur les questions d'environnement, le volontarisme politique n'a pas été au rendez-vous. La délibération cadre Nord durable a été votée en novembre 2019, plus de 4 ans et demi après le début du nouveau mandat. Les objectifs opérationnels et donc les actions concrètes n'arrivent que maintenant. Nous avons

été pionniers en matière de développement durable. Nous sommes désormais dans le dernier wagon de la transition écologique.

### Quelles sont les priorités pour demain au niveau départemental ?

**BV :** Face à la crise, le Nord doit contribuer à la relance économique vertueuse pour la transition écologique.

Un premier chantier prioritaire est celui de la rénovation thermique des logements. 28 % des Nordistes sont en situation de précarité énergétique. C'est un chiffre effrayant. Le renforcement du soutien départemental à Partenord Habitat en investissement permettrait sans doute d'accélérer davantage les opérations de construction et de réhabilitation du bailleur social. Il y a un réel enjeu de soutien départemental aux bailleurs sociaux qui pourraient devenir un moteur de la transition écologique et solidaire.

La mobilité est également un enjeu majeur. Le Nord compte 4 500 km de routes départementales si mes calculs sont bons. La Covid a montré qu'il fallait investir davantage pour les cyclistes, relancer un véritable plan cyclable : augmenter le nombre de pistes et de bandes, sécuriser les itinéraires et résoudre les points noirs. Nous souhaiterions voir de véritables objectifs chiffrés sur le nombre de kilomètres cyclables.

Enfin, le Nord doit se mobiliser en soutien aux projets des communes exemplaires sur le plan de la transition écologique. Les besoins existent dans les zones rurales, périurbaines mais également dans les quartiers urbains. Nous pouvons agir afin de limiter l'empreinte écologique des équipements publics qu'il s'agisse de leur construction, de leur entretien ou de leur gestion quotidienne : chantiers bas carbone, toitures vertes, économie circulaire pour l'utilisation des matériaux ou encore développement des énergies renouvelables. Les filières existent.



## L'investissement est-il le seul levier pour la transition écologique au niveau du département ?

**BV :** Ces prochaines années, le Nord doit d'abord investir mieux et investir plus. Nous devons rattraper notre retard sur les autres départements de la grande région. En 2018, nous investissions 78 euros par habitant contre 126 euros dans le Pas-de-Calais, 122 euros dans la Somme ou 162 euros dans l'Oise.

Mais nous devons également agir sur plusieurs préoccupations pas suffisamment pris en compte par la majorité départementale actuelle :

- la prise en compte des enjeux de santé environnementale : lutte contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens... ;
- la question de la production d'énergie renouvelable ;

- la lutte contre la précarité énergétique ;
- la protection de la ressource en eau ;
- le soutien au développement de la filière bio dans le secteur agricole ;
- l'instauration d'objectifs sur la qualité de l'alimentation dans la restauration collective.



## > Budget supplémentaire : le Département n'est pas à la hauteur des enjeux du moment !

**Sébastien DUHEM**

Conseiller départemental du canton de Lille 3

**Le Département du Nord a adopté le 28 septembre dernier son budget supplémentaire. Sébastien DUHEM revient sur les raisons du vote contre de l'opposition de gauche.**

**Contrairement aux autres années, ce budget supplémentaire s'inscrit dans un contexte inédit.**

**SD :** La crise sanitaire de la Covid-19 a, en effet, mis un coup d'arrêt à notre économie au cours de la période de confinement et nous ne pouvons que constater un ralentissement économique général pour encore de nombreux mois.

Sur le plan sanitaire, nous sommes d'ailleurs encore dans l'alerte. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les courbes de contamination repartent à la hausse en Espagne, au Royaume-Uni et en France avec plus de 50 000 nouveaux cas en sept jours. Les signaux sont au rouge, notamment dans le Nord.

Avec la rentrée, notre département est passé en zone de circulation active du virus. 13 des 24 clusters recensés dans la région se situent dans le Nord. Ecoles, collèges et lycées sont touchés par des fermetures de classe. Il faut nous préparer à des jours incertains et difficiles.

**Comment se manifeste cette crise sanitaire dans le budget supplémentaire ?**

**SD :** Les actions engagées par le Département pour être au rendez-vous de la sécurité sanitaire ont entraîné des coûts conséquents. Nous nous satisfaisons au passage que l'ensemble des élu(e)s départementaux

aient fait bloc au cœur de la crise et aient pu être associés au déploiement des mesures d'urgence. Globalement, ce BS affiche des dépenses de fonctionnement en augmentation de + 53,5 M€ dont 51,4 M€ liés aux effets de la seule crise sanitaire.

Nous nous retrouvons naturellement dans les dépenses supplémentaires en lien direct avec la gestion de crise tels que les achats de fournitures sanitaires (masques, gants, solution hydroalcoolique, etc.), l'enveloppe complémentaire de 15 millions d'euros pour les achats prévus jusqu'à la fin de l'année ou bien encore les mesures d'accompagnement adoptées en faveur des Nordistes, les agents et des partenaires de la Collectivité pour 16,4 millions d'euros.

**Parmi ces dépenses supplémentaires, qu'en est-il de l'évolution du Revenu de Solidarité Active (RSA) ?**

**SD :** 20 M€ supplémentaires sont inscrits au titre du RSA mais nous avons été interpellés par la majorité départementale qui y voit à regret les conséquences de « l'arrêt des sanctions pendant le confinement », alors que nous y voyons un levier pour ne pas ajouter de la précarité sociale à la crise sanitaire.

Je dois dire que cette brutalité des mots renvoie à un manque de bienveillance qui heurte dans le contexte. Si le RSA existe,

c'est justement pour accompagner nos concitoyens dans les moments de difficulté. Les propos en séance de Christian Poirret en séance plénière sont d'ailleurs éloquentes. Il revendique l'abandon de l'insertion sociale par le Département au profit de l'insertion professionnelle. C'est une lourde erreur que d'opposer ces deux volets insertion sociale et professionnelle qui forment un ensemble complémentaire pour remettre le pied à l'étrier de nos concitoyens en situation de fragilité.

**La crise joue-t-elle également sur les recettes du Département ?**

**SD :** Oui, mais pas autant que nous aurions pu le craindre. Le principal coup porté provient de la diminution de 34,9 M€ des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) suite au ralentissement des transactions immobilières lors du confinement. Pour autant, cette baisse est fortement amortie par le renforcement de la péréquation horizontale à hauteur de + 20 M€. Pour 2021, il faudra être vigilant à l'évolution des DMTO mais nous ne sommes pas a priori devant un effondrement structurel du marché immobilier.

Ainsi, en intégrant l'ensemble des ajustements à la baisse ou à la hausse, ce Budget supplémentaire affiche au global une diminution des recettes de - 9,08 millions d'euros par rapport au Budget primitif. Eu égard au contexte général, nous sommes

donc loin d'un choc des recettes à cette date.

### **Nous parlons beaucoup au niveau national de la relance par l'investissement. Qu'en est-il dans le Nord ?**

**SD :** En matière d'investissement, 11 M€ supplémentaires pour porter les inscriptions à 301,9 millions d'euros sur l'année 2020. Ce serait une bonne nouvelle, si et seulement si nous ne sommes pas dans un effet d'affichage à six mois des prochaines élections départementales. Or, l'examen des derniers Comptes administratifs n'est pas là pour nous rassurer avec une véritable difficulté à garantir des taux de réalisation optimums. Pour rappel, les investissements en 2019 se sont élevés à seulement 218 M€. Quels sont les niveaux

actuels de consommation des crédits ? L'absence de réponse à cette simple question est assez révélateur.

### **La majorité départementale a toujours défendu l'absence de marges de manœuvres budgétaires. Est-ce le cas ?**

**SD :** Ce discours anxiogène entretenu depuis 2015 a servi à justifier une véritable politique d'austérité budgétaire et de fragilisation des services publics qui a, quoi qu'on en dise, des ressorts idéologiques.

Ce Budget supplémentaire permet la reprise du résultat de fonctionnement à hauteur de + 175,2 millions d'euros, excusez du peu ! Avec l'affectation de 94,1 millions d'euros à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, le BS conserve

un excédent de 81,1 millions d'euros. Le Département se permet même le luxe de réduire une nouvelle fois son recours à l'emprunt, une baisse continue depuis 2015.

Est-ce que la thésaurisation correspond à une gestion clairvoyante des finances départementales ? Nous pouvons en douter eu égard aux enjeux de notre époque en matière de relance économique, d'emploi mais aussi et surtout de transition écologique.

Tout cela ne manque pas d'interroger face à l'affirmation de la majorité départementale de mener une politique volontariste et contra-cyclique.

## **▶ 3 raisons contre le budget supplémentaire**

### **1 La majorité affirme que sa politique d'austérité budgétaire engagée depuis 2015 – coupes sombres dans les dépenses et augmentation des impôts sur les Nordistes – permet à notre Département de mieux affronter les conséquences de la crise sanitaire.**

Nous contestons avec force cette affirmation qui ne se base sur aucun fait tangible. Aucun Département de France ne s'est retrouvé en difficulté financière ces derniers mois pour faire face à l'urgence sanitaire.

Pour autant, parmi ces Départements nombreux sont ceux à avoir rejeté l'austérité budgétaire dont la droite départementale a fait sa ligne de conduite au cours de ce mandat.

### **2 Depuis 2015, nous dénonçons les coupes sombres opérées par le Département et notamment dans le secteur social et médico-social.**

Nous affirmons que sans cette fragilisation par le Département, les secteurs sociaux et médico-sociaux de notre territoire auraient moins souffert au cours de cette crise sanitaire. Rappelons notamment la situation des Services d'Aide à Domicile (SAAD) en direction desquels la majorité départementale a finalement consentie à une revalorisation horaire que nous réclamions depuis de nombreuses années.

Par ailleurs, en matière de primes Covid aux personnels du champ social et médico-social ainsi qu'en direction des agents départementaux, le Département a adopté une vision bien plus restrictive que d'autres Départements que nous avons contestée à l'époque.

### **3 Si nous sommes parfaitement solidaires des mesures prises par le Département du Nord pour faire face à l'urgence sanitaire, nous considérons que le Plan de soutien aux Nordistes proposé par la majorité départementale en juin dernier n'est pas à la hauteur des enjeux.**

Avec 16,4 M€, chacun conviendra que nous sommes très loin des mesures inédites et ambitieuses déployées par le Département du Pas-de-Calais mobilisant 60 M€ pour mettre en œuvre un plan de 75 actions et quatre fonds : un Fonds de soutien aux personnes fragilisées, un Fonds de soutien aux collectivités, un Fonds de soutien aux partenaires et un Fonds de soutien à l'emploi local.

Voilà un engagement qui aurait eu une portée contracyclique pour notre territoire.

## **> RETROUVEZ L'ENSEMBLE DES INTERVENTIONS DE NOS ÉLUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET NOTRE CHAÎNE YOUTUBE**

Hôtel du Conseil départemental du Nord  
2 rue Jacquemars Gielée - 59047 Lille Cedex  
Tél. 03 59 73 66 79 - Email : didier.manier@lenord.fr

PUBLICATION DU GROUPE SOCIALISTE, RADICAL ET CITOYEN DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : DIDIER MANIER  
MAQUETTE : FABIENNE MACADRÉ  
PHOTOS : GROUPE SOCIALISTE, RADICAL ET CITOYEN